

Contraindre le marché à la vérité

Partage international n° 285 - Mai 2012

par Lester R. Brown

Détourner l'économie mondialisée du déclin et de l'effondrement inévitable dépend de la réussite de quatre objectifs : stabiliser le climat, stabiliser la population, éradiquer la misère, et restaurer les supports naturels de l'économie. Ces objectifs constituent ce que le *Earth Policy Institute* (Institut des politiques basées sur le respect de l'environnement) appelle le « Plan B » pour sauver la civilisation. Ils sont interdépendants, car chacun d'eux est essentiel si l'on veut nourrir la population mondiale. La restructuration de l'économie passe impérativement par l'évaluation exhaustive des coûts : afin que le monde s'engage sur la voie du développement durable, les économistes ne doivent pas omettre de calculer les coûts indirects, ni d'obtenir que les responsables politiques les répercutent sur les prix de vente en restructurant les impôts indirects. Il faudra également collaborer avec d'autres disciplines telles que l'écologie, la météorologie, l'agronomie, l'hydrologie et la démographie. L'évaluation exhaustive des coûts créera un marché honnête, donc une économie capable de soutenir la civilisation et le progrès.

En ce qui concerne spécifiquement l'énergie, l'évaluation exhaustive des coûts impliquera l'instauration d'une taxe carbone qui reflétera le prix de revient réel de l'utilisation des combustibles fossiles, et qui sera compensée par une réduction de l'impôt sur le revenu. Quelque 2 500 économistes, dont neuf Prix Nobel d'économie, sont partisans de cette nouvelle répartition des impôts.

Grégory Mankiw, professeur d'économie à Harvard et ancien président du Conseil économique de George W. Bush, écrit dans le magazine *Fortune* : « *La réduction des impôts sur le revenu et l'augmentation des taxes sur le pétrole conduiraient à une croissance économique plus rapide, à moins d'embouteillages, à des routes plus sûres, et réduirait les risques de réchauffement climatique - sans jamais réduire les ressources fiscales. C'est peut-être ce que l'économie a de mieux à offrir.* »

L'essence offre un exemple évident de l'incapacité du

marché à refléter les coûts réels. Jusqu'à présent, l'analyse la plus détaillée des coûts indirects de l'essence a été effectuée par le Centre international de l'évaluation technologique : le total des nombreux coûts imposés à la société - y compris le changement climatique, les allègements fiscaux et les subventions dont bénéficie l'industrie pétrolière, la protection militaire des outils de production et de distribution, les marées noires, et le traitement des maladies respiratoires liées aux gaz d'échappement des voitures - s'élève à plus de trois dollars par litre (ajoutés au prix payé à la pompe). Tel est le prix réel. Quelqu'un devra le payer un jour - nous ou nos enfants.

Si nous pouvons obtenir que les prix à la vente reflètent le coût de la combustion fossile, de la déforestation, du pompage excessif des nappes aquifères, et de la pêche intensive, nous pourrions commencer à créer une économie rationnelle, et les forces du marché restructureront rapidement l'économie mondiale. Tenir compte des prix de revient réels réduira rapidement l'utilisation du pétrole et du charbon. Tout à coup, l'énergie produite par le vent, le soleil et la géothermie deviendra bien moins chère que celle des combustibles fossiles, qui détraquent le climat.

Tant que nous ne tenons pas compte des coûts réels, nous risquons la faillite. Il y a une dizaine d'années, Enron, une compagnie à la prospérité phénoménale, faisait fréquemment la une des revues économiques ; elle fit même quelque temps partie des sept entreprises américaines les plus riches. Mais lorsqu'à la demande de certains investisseurs, les comptes d'Enron furent examinés par des experts extérieurs, il apparut qu'Enron était en faillite, sans valeur. Soudain ses actions, qui se négociaient à plus de 90 dollars l'unité, ne valaient plus que quelques centimes.

Enron avait élaboré d'ingénieuses techniques pour ne pas comptabiliser les prix de revient. Nous faisons exactement la même chose, mais à l'échelle mondiale. Si nous persévérons sur cette voie, nous ferons faillite à notre tour.

Notre économie de marché a un autre défaut : elle ne reconnaît ni ne respecte les limites de productivité des écosystèmes. Prenons, par exemple, l'exploitation excessive des nappes aquifères. Dès qu'une réserve d'eau diminue, la première mesure à

prendre devrait être d'interdire le forage de nouveaux puits. Si la diminution se poursuit, le prix de l'eau devrait être augmenté suffisamment pour que son utilisation diminue jusqu'à la stabilisation de la réserve. Sinon, on creusera des puits toujours plus profonds, jusqu'à l'assèchement total de la réserve. Alors les récoltes - ainsi que la production de toutes les denrées alimentaires nécessitant de l'eau - diminueront, et leur prix augmentera.

Prenons maintenant la déforestation : des mesures incitatives telles qu'une taxe pour chaque arbre abattu conduiraient automatiquement à un abattage sélectif épargnant les arbres trop jeunes et protégeant ainsi les forêts.

Non seulement nous faussons la réalité en excluant du prix des combustibles fossiles les coûts qu'ils induisent, mais nos gouvernements la faussent encore davantage en subventionnant leur utilisation à hauteur d'environ 500 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale, contre moins de 70 milliards pour les énergies renouvelables ! Chaque jour, les gouvernements dépensent presque 1,4 milliard de dollars pour déstabiliser encore davantage le climat de la planète.

Au contraire, transférer les subventions vers les sources d'énergie non nocives, comme l'éolien, l'énergie solaire et géothermique, aiderait à la stabilisation du climat. De même, les transférer de la construction des routes à celle de relations

ferroviaires rapides augmenterait la mobilité et réduirait le coût des déplacements, ainsi que les émissions de CO₂.

Que nous soyons banquiers ou que nous travaillions au service d'entreprises ou de l'État, nous sommes tous des décideurs, et agissons en fonction des prix à la consommation. Mais si les prix nous donnent de fausses informations, nous prenons de mauvaises décisions et c'est exactement ce qui se produit actuellement.

Comme le fait remarquer Oystein Dahle, ancien vice-président d'Exxon pour le secteur de la Norvège et de la Mer du Nord : « *Le socialisme s'est effondré parce qu'il n'a pas autorisé le marché à dire la vérité sur l'économie. Mais le capitalisme peut s'effondrer parce qu'il ne permet pas au marché de dire la vérité écologique.* »

[D'après le livre de Lester R. Brown *World on the Edge (Un Monde au bord du précipice)*, disponible en version intégrale sur www.earthpolicy.org/books/wote.]

Auteur : Lester R. Brown, fondateur et président du Worldwatch Institute, une organisation de recherche sur l'environnement basée à Washington.

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()